

Istanbul, « gare de triage » des migrants vers l'Europe

Les contrôles renforcés au large de l'Espagne et de l'Italie ont reporté une partie des flux du continent noir vers la Turquie.

LAURE MARCHAND
ISTANBUL

TURQUIE Dans la péninsule historique d'Istanbul, derrière la mosquée Bleue et la basilique Sainte-Sophie, Kumkapi est une tour de Babel miniature. Des affiches en cyrillique sont placardées sur les devantures des grossistes de vêtements. Dans la rue, des vendeurs poussent des chariots de jeans et de blousons en fausse fourrure et s'interpellent en russe. Ce quartier autrefois habité par la minorité arménienne de Turquie est le centre névralgique du commerce à la valise avec l'Europe de l'Est, depuis la fin de l'URSS. De nouvelles nationalités sont apparues ces derniers temps. En face d'une église décrépie, un taxiophone propose des appels à prix cassés pour l'Afghanistan, le Cameroun, la République dominicaine... Dans la journée, de jeunes Africains étalent leur camelote sur les trottoirs. À la nuit tombée, des petits groupes sortent d'hôtels borgnes et disparaissent dans la pénombre, vers le destin, toujours plus vers l'Ouest.

Dans leur immense majorité, les passages se font par la frontière terrestre entre la Turquie et la Grèce

Istanbul est la dernière halte avant l'entrée dans l'Union européenne. Le quartier animé de Kumkapi est la vitrine la plus visible. Mais des milliers de migrants, invisibles, transitent via les lointaines banlieues de la métropole turque. Parfois, un drame met au jour les sordides conditions de leur périple : le mois dernier, sept Indiens et Pakistanais sont morts dans l'incendie d'une masure dans laquelle ils avaient été enfermés par leurs passeurs, à Sultangazi, dans la périphérie. Les routes migratoires en provenance d'Asie, du Moyen-Orient, d'Afrique convergent toutes vers cette plaque tour-

nante de l'immigration internationale. Les renforcements des contrôles au large de l'Espagne et de l'Italie ont reporté une partie du flux migratoire en provenance du continent noir vers la Turquie. La politique d'Ankara d'abolition des visas pour favoriser les échanges commerciaux facilite aussi l'arrivée par avion de candidats à l'exil, de Marocains par exemple. Depuis quelques mois, l'impact du printemps arabe est visible. « Les arrestations d'Égyptiens ont augmenté de 100 % et celles des Tunisiens de 50 % sur les sept premiers mois de l'année, selon les statistiques de l'armée », explique Deniz Sert, du Centre de recherches sur les migrations de l'université Koç.

Le fleuve Evros qui délimite la frontière turco-grecque et qui marque donc l'entrée dans la zone Schengen, ne se trouve qu'à deux heures et demie de route d'Istanbul. Selon les dernières données de Frontex, Agence européenne pour la gestion de la coopération opérationnelle aux frontières extérieures, 12 021 entrées illégales ont été détectées sur le territoire grec, lors du deuxième trimestre 2011. Cela correspond à une augmentation de 66 % par rapport au premier trimestre. Dans leur immense majorité, les passages se font par la frontière terrestre entre la Turquie et la Grèce. Après l'Italie qui est repassée en tête depuis le début des révolutions arabes, la Grèce est le deuxième maillon faible de la forteresse Europe.

L'arrivée de l'hiver et la montée des eaux du fleuve, qui rend les conditions de passage plus périlleuses, ne semblent pas décourager les migrants. Pas plus que le

marasme économique en Grèce. Il frappe pourtant de plein fouet les clandestins : les petits boulots au noir sont désormais quasi inexistantes. Mais « 90 % de mes patients veulent passer en Grèce, ils ne veulent pas rester en Turquie à cause des droits de l'homme qui font défaut, estime Sekouba Condé, médecin dans le dispensaire de Médecins du monde, à Kumkapi. Les passeurs leur prennent 1 000 dollars pour les entasser dans des camions jusqu'à la Grèce. Généralement, le contact est déjà établi avant le départ du pays d'origine, via un intermédiaire ». La Bulgarie n'est toujours pas une destination de rechange : son entrée dans la zone Schengen a été reportée sine die.

Un passeport Schengen pour 10 000 €

« Des amis à Athènes nous disent de ne pas venir car les conditions de vie sont devenues terribles, ils souffrent même de la faim, raconte Abdulaye, un Guinéen de 19 ans arrivé il y a cinq mois. Mais on n'a pas le choix. » La meilleure stratégie consiste donc à mettre un maximum d'argent de côté ici pour réduire la durée du séjour en Grèce. La croissance turque - +7,5 % prévus cette année - offre de petits jobs. Payés une misère : dans les ateliers textiles et de maroquinerie autour de Kumkapi, la semaine de travail est rémunérée autour de 65 €. Isidore, un Ivoirien nouveau venu, espère « trouver un travail dans la plomberie sur les chantiers de construction. Je préférerais rester ici quelque temps, ne pas traîner en Grèce et aller en Europe directement ».

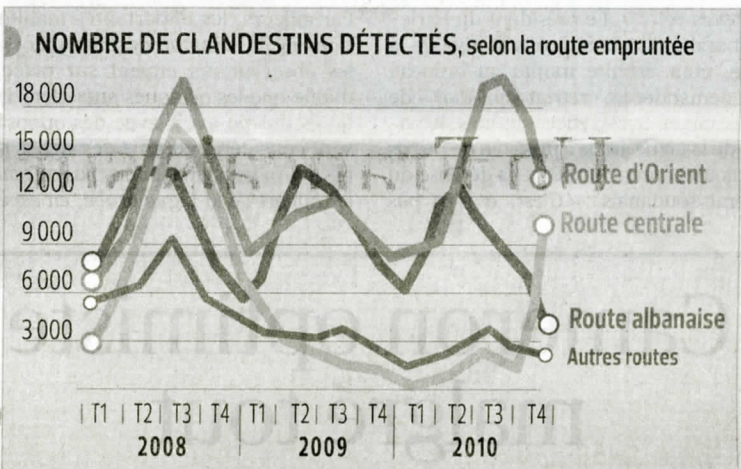
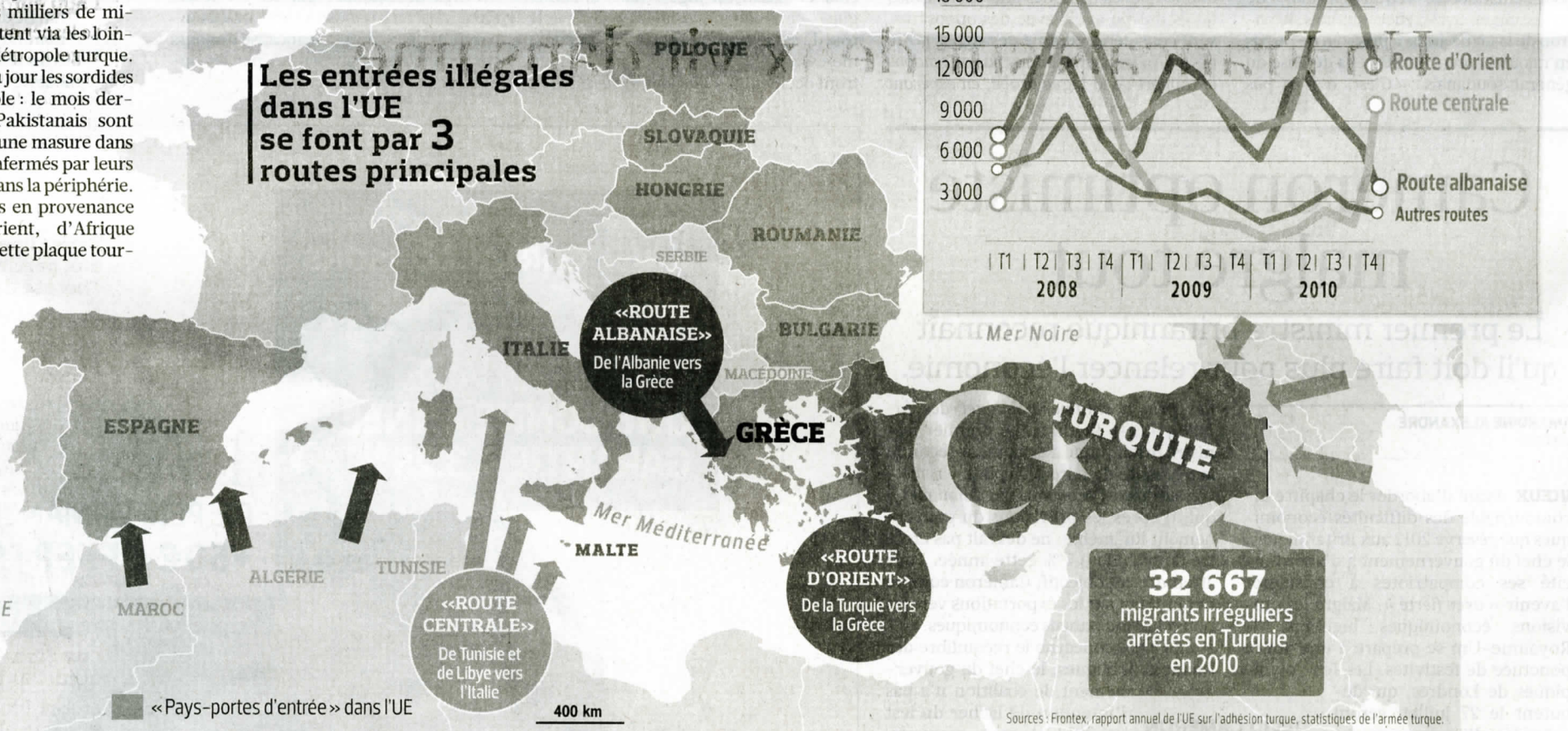


Des immigrés clandestins protestent contre leur condition de détention, en octobre 2008, dans le centre de rétention de Kumkapi, à Istanbul. REX/SIPA

Les plus fortunés peuvent faire appel au service du « Nigérian » : l'homme est réputé pour ses fabrications soignées de faux papiers. Il y en a pour toutes les bourses. Un passeport Schengen de premier choix se monnaie 10 000 €. En y mettant ce prix, on est assuré de passer les contrôles à l'aéroport de Roissy. La présence de la Police de l'air et des frontières y est systématique dès la descente

des avions en provenance de Turquie. « Les aéroports turcs sont une porte d'entrée illégale majeure vers l'UE même si ce ne sont pas des passoires, assure un diplomate européen. Étant donné l'importance du flux qui passe par la Turquie, c'est logique. » L'aéroport d'Atatürk, à Istanbul, est même le principal « hub » de l'immigration illégale, devant celui de Moscou, selon Frontex. ■

Les entrées illégales dans l'UE se font par 3 routes principales



32 667 migrants irréguliers arrêtés en Turquie en 2010

Sources : Frontex, rapport annuel de l'UE sur l'adhésion turque, statistiques de l'armée turque.